

La guerre, la ville et l'économie

Bénédicte Tratnjek¹

Introduction

« La guerre, la ville et l'économie » est un titre qui fait un « clin d'œil » au célèbre ouvrage de Jean-Louis Dufour : *La guerre, la ville et le soldat*². Questionner le lien entre guerre et économie au prisme du cas particulier des villes en guerre permet de procéder à un changement d'échelles : si de nombreux travaux analysent les liens entre guerre et économie à l'échelle de l'Etat qui finance la guerre (en particulier dans le cas des opérations extérieures menées par des Etats engagés au nom de leur Etat ou dans des coalitions, notamment onusiennes ou otaniennes), ou à l'échelle des entreprises impliquées dans l'effort de guerre ou à l'échelle mondiale (pour notamment mettre en exergue les rapports de pouvoir entre les différents Etats), cet article se propose de présenter les conséquences de la guerre sur l'économie urbaine à l'échelle locale³.

S'appuyer sur une approche géographique permet de compléter les approches économiques et juridiques, dans la mesure où elle met en exergue les impacts des destructions et d'une *géographie de la peur* qui se construit dans la ville et tend à faire disparaître l'urbanité, c'est-à-dire le *vivre-la-ville*, celle-ci étant alors conçue comme un lieu d'échanges, de rencontres et de proximités (TRATNJEK, 2011a).

On distinguera trois types d'interrelations entre guerre et économie dans la ville en guerre.

Tout d'abord, les destructions dans la ville provoquent des dysfonctionnements urbains très lourds : il s'agit là de questionner l'économie urbaine dans la guerre, c'est-à-dire la manière dont l'économie urbaine est affectée par la géographie des combats, qui dessine des zones-refuges et des zones-cibles, produisant une *injustice spatiale*⁴ profondément ancrée dans la ville.

De plus, il est nécessaire de questionner le financement de la guerre au prisme de ces spatialités : la violence produit des fragmentations urbaines, qui sont (ré)activées, créées, apaisées ou renforcées par les acteurs de l'économie urbaine de guerre. Ainsi, l'échelle de la ville ne peut suffire à comprendre tous les enjeux des liens guerre/économie : on s'attachera, à l'échelle du quartier, à montrer l'émergence de *quartiers-territoires* comme producteurs de plusieurs économies fragmentées dans la ville, qui mettent à mal le processus de pacification dans l'immédiat après-guerre.

¹ Doctorante en géographie, avec un sujet de thèse portant sur les villes en guerre. Membre du séminaire Jeunes chercheurs de l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM). Formatrice pour Forum Réfugiés (Géopolitique des Balkans, Géopolitique du Kosovo). Chargée de cours sur la question « Géographie des conflits » à l'Université catholique de l'Ouest à Rennes (ISFEC). Animatrice du blog « Géographie de la ville en guerre » (<http://www.geographie-ville-en-guerre.blogspot.com>).

² Voir les références bibliographiques en fin d'article.

³ Ces réflexions sont issues d'un travail empirique mené dans différentes villes (Abidjan, Beyrouth, Mitrovica et Sarajevo) dans le cadre d'un doctorat de géographie portant sur l'ancrage de la guerre dans la ville, par-delà le temps des combats.

⁴ A propos des concepts de « justice spatiale » et d'« injustice spatiale », on se reportera à la revue en ligne : *justice spatiale / spatial justice* (<http://jssj.org/>) et à l'ouvrage : BRET, GERVAIS-LAMBONY, HANCOCK et LANDY, 2010.

Enfin, la question de la reconstruction permet de dépasser le temps des combats, et de questionner l'économie urbaine en guerre, dans la mesure où celle-ci reste affectée, voire « formatée », par les conflictualités qui persistent dans la ville.

Distinguer économie urbaine *dans* la guerre, économie urbaine *de* guerre et économie urbaine *en* guerre, consiste à mettre en avant les spatialités et les temporalités des acteurs et des habitants dans les villes en guerre : comment la géographie des combats s'ancre dans le (dys)fonctionnement économique de la ville au point d'être un enjeu prioritaire des processus de réconciliation et de pacification dans l'immédiat après-guerre ? On postule, dans cet article, que les tensions sociales de l'immédiat avant-guerre, de la guerre et de l'immédiat après-guerre sont des facteurs aggravants, utilisés et déformés par les acteurs de la guerre, des conflictualités qui déchirent les villes en guerre.

I/ L'économie urbaine *dans* la guerre au prisme de l'urbicide : de la destruction de l'urbanité à l'ancrage de la guerre dans les (dys)fonctionnements de l'économie urbaine

L'urbicide, ou le meurtre ritualisé de la ville

Prendre l'exemple particulier de l'urbicide, défini par Bogdan Bogdanovic (architecte et ancien maire de Belgrade) comme le « *meurtre ritualisé de la ville* »⁵ (BOGDANOVIC, 1993), permet de comprendre que les destructions dans la ville sont pensées géographiquement par les différents combattants (qu'ils agissent dans le but de poursuivre la guerre, ou dans le cadre de missions d'imposition de la paix). S'il ne s'agit pas de résumer toutes les destructions dans la ville en guerre à la logique de l'urbicide, celui-ci permet de mettre en exergue l'ancrage de la ruine dans l'économie urbaine dans la guerre et dans l'immédiat après-guerre, non seulement dans ses conséquences directes (le coût de la reconstruction du bâti⁶), mais surtout dans les profondes modifications du *vivre-la-ville*, c'est-à-dire dans la restructuration des espaces de vie et des pratiques spatiales.

La peur de « l'Autre » (quelque soit la manière dont se construit cette différenciation, qu'elle repose sur des critères identitaires, politiques et/ou sociaux) redéfinit ainsi les territoires du quotidien, et la ruine ne s'impose pas seulement dans le paysage (TRATNJEK, 2010), mais aussi dans la (ré)émergence de lignes de fracture dans la ville. Celles-ci ont des conséquences directes dans le (dys)fonctionnement économique de la ville, puisqu'elles remettent en cause la ville comme un espace unique et unifié et tendent à la transformer en de multiples micro-villes qui s'autonomisent d'un point politique, mais aussi économique.

Détruire trois types de lieux-cibles dans la ville

L'urbicide procède à la destruction de trois types de lieux discursifs dans la ville : les belligérants ne cherchent pas l'anéantissement de la ville, mais la destruction du *vivre-ensemble*, de l'échange et de la proximité intercommunautaire dans la ville. Il s'agit de punir les habitants pour leur habiter intercommunautaire : la ville est jugée comme « impure » dans la mesure où elle privilégie la coexistence des populations. Le but politique et idéologique de

⁵ Si la notion d'*urbicide* a été proposée par Bogdan Bogdanovic pour désigner les destructions des villes lors des guerres de décomposition de la Yougoslavie (guerres de Croatie en 1991-1995 et de Bosnie-Herzégovine en 1992-1995), le phénomène est néanmoins plus ancien, et peut être daté des guerres civile et étrangère du Liban (1975-1990). A ce propos, on se reportera à : GRAHAM, 2004 ; RAMADAN, 2009 ; FREGONESE, 2009 ; HARB, 2010 ; TRATNJEK, 2010.

⁶ A ce propos, le cas de Beyrouth a été particulièrement analysé, et sert de « laboratoire » pour la réflexion sur le coût de la reconstruction du bâti. On se reportera notamment à : BEYHUM, 1991 ; BEYHUM, SALAM, TABET, 1997 ; VERDEIL 2001 et 2002.

l'urbicide n'est donc pas d'obtenir un avantage militaire – comme le montre l'exemple du pont de Mostar (TRATNJEK, 2009a) –, mais d'ancrer la ruine comme symbole de l'impossible et l'inacceptable *vivre-ensemble*. Le premier type de lieu discursif (c'est-à-dire celui dont la destruction est mise en scène compte-tenu de sa visibilité dans le paysage urbain) correspond aux lieux de « l'Autre » (lieux religieux, édifices communautaires, universités et écoles enseignant dans la langue de « l'Autre », etc.).

Le second type relève de la destruction des lieux de la mixité communautaire, c'est-à-dire ceux qui symbolisent dans la ville l'entente et l'échange (cafés comme hauts-lieux de la rencontre, bibliothèques aux fonds relevant des différentes cultures urbaines comme témoins d'un passé commun, universités et écoles multilinguistiques comme hauts-lieux de l'apprentissage du *vivre-ensemble*, etc.).

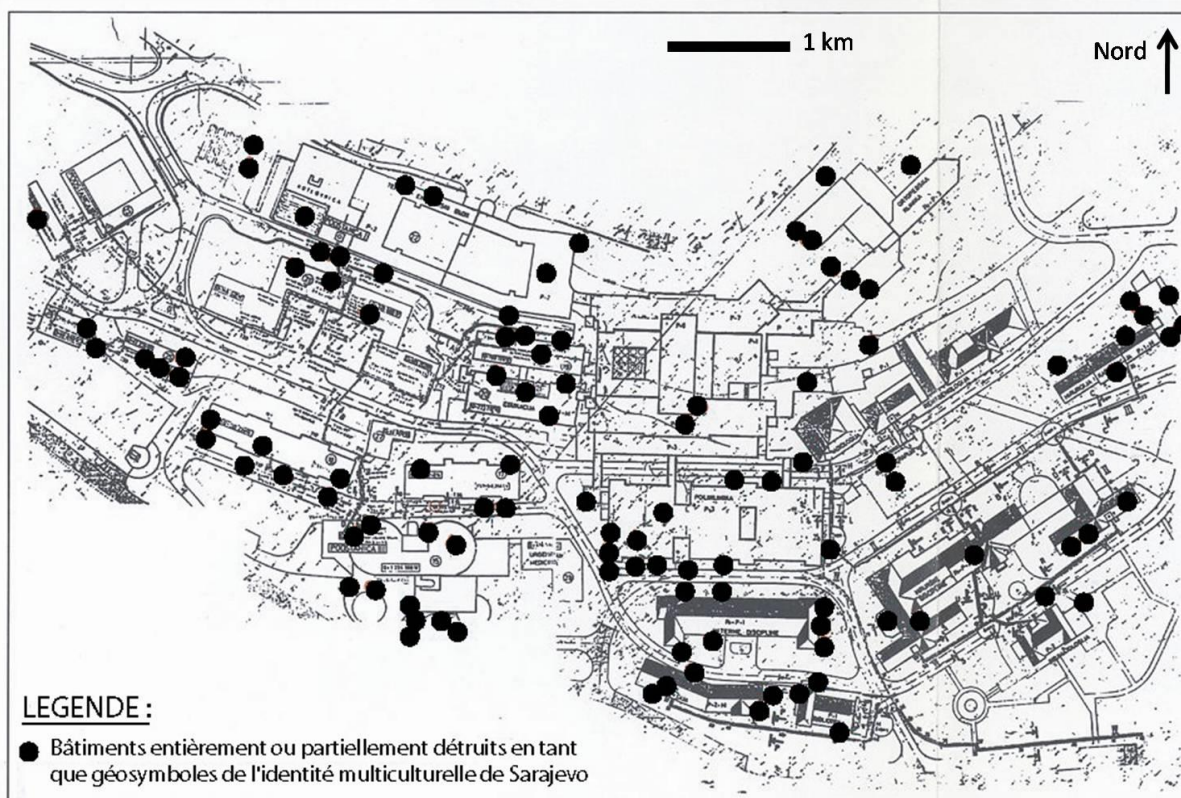
Enfin, le troisième type de lieu discursif répond d'une logique souvent oubliée dans l'analyse de la ville en guerre : la destruction des lieux de l'urbain (c'est-à-dire des lieux produits par l'agglomération d'habitants dans un espace restreint, à savoir les zones industrielles et commerciales, les hôtels et les restaurants, etc. qui sont des centralités dans la rencontre des « Autres », tant pour les habitants que pour les usagers extérieurs à la ville).

L'exemple de Sarajevo pendant la guerre, « ville martyr »

L'exemple de Sarajevo (figure n°1a) est emblématique de l'acharnement des belligérants contre les hauts-lieux de l'identité urbaine. Le siège de la ville de Sarajevo (avril 1992 / décembre 1995) par les militaires serbes de Serbie et de Bosnie-Herzégovine témoigne du « *choix militaire, politique, peut-être moral, de la ville comme lieu d'expression de la conflictualité* » (REGNIER, 2008, p. 216). Néanmoins, les destructions dans Sarajevo ne relèvent pas de l'anéantissement de la ville, mais de la destruction de *lieux discursifs* (figure n°1b) afin de « terrasser » le *vivre ensemble*, les Serbes de Bosnie-Herzégovine ayant le projet d'en faire la capitale d'un futur territoire serbe de Bosnie-Herzégovine « purifié » des « indésirables ».

C'est ici la logique du « nettoyage territorial » qui a été déployée contre la ville de Sarajevo et ses habitants : contrairement au génocide dont le but ultime est l'anéantissement du peuple jugé « indésirable », le *nettoyage territorial*⁷ a pour objectif, dans l'esprit des belligérants et des acteurs politiques qui le mettent en place, la *purification* du territoire à s'approprier de façon durable : les massacres de masse sont utilisés à la fois pour faire disparaître une partie de la population « indésirable » et pour provoquer des flux de réfugiés parmi l'autre partie de cette population, en s'assurant que la peur les empêche de revenir sur ce territoire après l'arrêt des combats. Cette géographie de la violence dans la ville de Sarajevo se traduit par des dysfonctionnements économiques très profonds, qui s'ancrent dans l'immédiat après-guerre et dans le processus de reconstruction (économique et sociale).

⁷ On ne parle pas ici, volontairement, de *nettoyage ethnique*, pour souligner que ces modifications coercitives du peuplement ne se construisent pas seulement sur des critères ethniques : tout type de critères de différenciation (identitaire, sociale, politique, idéologique...) pourrait être ainsi mobilisé par les acteurs de cette politique de « nettoyage », comme en témoigne l'usage récent de l'expression de *nettoyage idéologique*. Dans les divers cas, c'est bien le territoire qui est en jeu : la différence entre des processus d'extermination (tels que les génocides) et de nettoyages territoriaux repose sur la cible de telles modifications coercitives du peuplement. Dans les génocides, le peuple doit être exterminé (ce qui présuppose que les « indésirables » devraient être exterminés quel que soit le lieu où ils résident, bien que dans les faits aucun acteur génocidaire n'ait eu les moyens de mettre en place de manière absolue le génocide) ; dans les *nettoyages*, il s'agit de « rendre pur » le territoire, c'est-à-dire de le « nettoyer » de la présence de tout « indésirable » (et dans ce cas, les massacres de masse ne sont qu'un moyen déployé parmi d'autres, et non l'objectif).



Source : TRATNJEK, 2010, p. 189

A l'échelle de la ville de Sarajevo, la cartographie des principales destructions ne fait pas apparaître l'urbicide dans toute son ampleur : en témoigne la manière dont est représentée cette destruction à cette échelle dans le catalogue de l'exposition *Urbicide - Sarajevo* (WARCHITECTURE, 1994, p. 13) : la ville de Sarajevo est entièrement recouverte de hachures rouges pour symboliser la destruction rituelle de la ville – c'est également le cas dans la représentation du « meurtre de la Bosnie » (MAHMUTCEHAJIC, 2008) dans la carte présentant la quasi-totalité de la Bosnie-Herzégovine recouverte de hachures rouges (WARCHITECTURE, 1994, p. 12). C'est l'un des reproches faits à l'utilisation de l'urbicide : comment différencier la destruction de l'urbanité de l'anéantissement de la ville ? Une telle représentation cartographique montre davantage la « ville anéantie » que la destruction de l'essence urbaine. Or, il est essentiel de ne pas oublier que les belligérants serbes (entendus ici comme les combattants serbes de Bosnie-Herzégovine – sous la tutelle de Radovan Karadzic) – et les combattants serbes de Serbie – sous la tutelle de Slobodan Milosevic, ayant participé à la guerre de Bosnie-Herzégovine) avaient pour objectif de faire de Sarajevo la capitale d'une Bosnie-Herzégovine « purifiée », c'est-à-dire territoire de la « serbité ». Dans ce sens, l'anéantissement de la ville n'était, en aucun cas, un objectif militaire ou symbolique : il est donc nécessaire de procéder à un changement d'échelle pour mettre en exergue l'urbicide comme destruction non de la ville comme espace de vie et espace politique, mais de l'essence de la ville comme productrice de mixité entre les populations, par l'échange, la rencontre et la proximité qu'elle permet. Cette analyse multiscalaire doit faire figurer les lieux et les territoires du quotidien au cœur de la destruction comme acte pensé géographiquement par les belligérants.

Figure n°1a : L'urbicide dans Sarajevo :
de la « haine monumentale »⁸ à la « bosniaquisation » de la ville
 Réalisation : © TRATNJEK, 2011.

⁸ CHASLIN, 1997.

I/ Infrastructures urbaines : les lieux de la ville

□ Bâtiments

— Voierie

II/ Types de cibles : les lieux de la destruction

Les géosymboles de "l'Autre"

■ Lieux culturels ou religieux :
la destruction comme rejet de "l'Autre"

Les géosymboles de la mixité

● Lieux du politique et de l'identité sarajévienne :
la destruction comme rejet du *vivre ensemble*

Les géosymboles de l'urbanité

▲ Lieux du quotidien, lieux "ordinaires" :
la destruction comme rejet du *vivre en ville*

Quartier de la mosquée du Bey Gazi-Husref

A proximité de la Présidence de Bosnie-Herzégovine, se trouve un espace géosymbolique de la présence musulmane et de l'identité bosniaque en Bosnie-Herzégovine : la destruction dans ce quartier vise autant les hauts-lieux de l'identité de « l'Autre » que les lieux environnants (magasins, restaurants servant de la cuisine « bosnienne », c'est-à-dire une cuisine ayant une identité construite par le mélange des cultures et des saveurs, considérée comme « traditionnelle ») qui symbolisent une urbanité qui se construit dans la proximité, dans l'entente et dans la mixité.

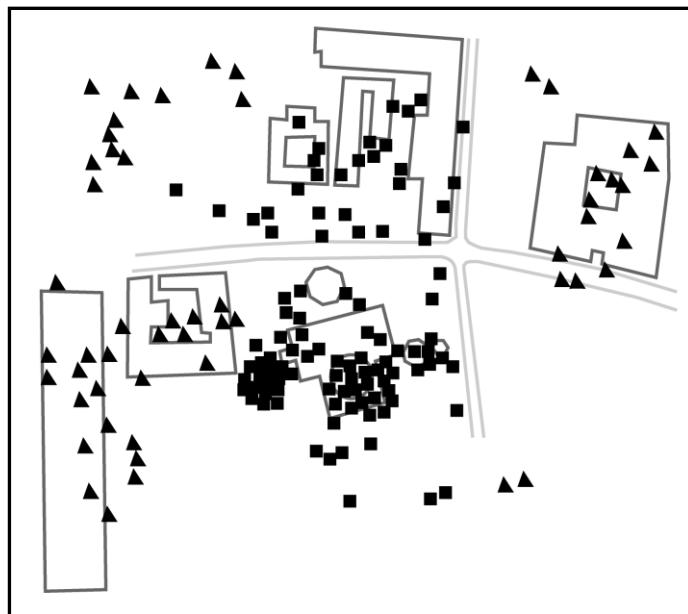
Quartier de la Présidence de Bosnie-Herzégovine

Le quartier de la Présidence de Bosnie-Herzégovine est particulièrement représentatif de l'identité sarajévienne comme construit du cosmopolitisme. La proximité de hauts-lieux de l'identité de « soi » ou de « l'Autre » (la mosquée Ali-Pasha), de hauts-lieux de la rencontre entre les populations (les bâtiments des institutions officielles) et de hauts-lieux de l'urbanité (les immeubles de bureaux et résidentiels, qui, par leur hauteur et la densité d'employés/habitants qu'ils réunissent sur une surface réduite, symbolisent la ville comme lieu de la mixité) en font un espace géosymbolique de « l'effacement » (aux yeux des belligérants combattant contre le cosmopolitisme) des identités communautaires par la ville. Les destructions de ce quartier sont estimées à 67 %.

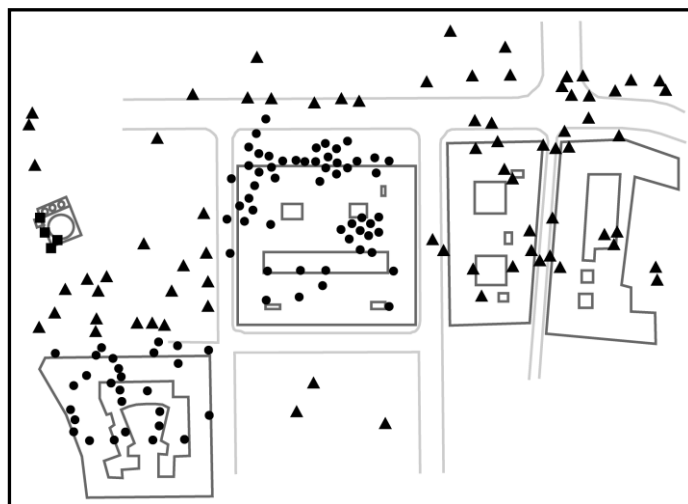
Quartier du cinéma

Autre quartier à proximité de la mosquée Ali-Pasha, l'espace polarisé par le cinéma de Sarajevo est un espace géosymbolique de l'urbanité et de la multiculturalité sarajéviennes. Le cosmopolitisme urbain est symbolisé dans ce quartier par la présence de nombreux bâtiments administratifs, qui représentent, dans le paysage comme dans l'imaginaire spatial, l'identité « bosnienne » par-delà les différences communautaires : qu'il s'agisse de lieux-symboles de l'identité urbaine (tels que le cinéma ou les immeubles résidentiels) ou de lieux-symboles de l'identité cosmopolite (tout particulièrement le bâtiment de la Croix Rouge et de l'Institut de la santé publique, offerts à tous), la destruction est pensée dans le but d'anéantir le « vivre ensemble ».

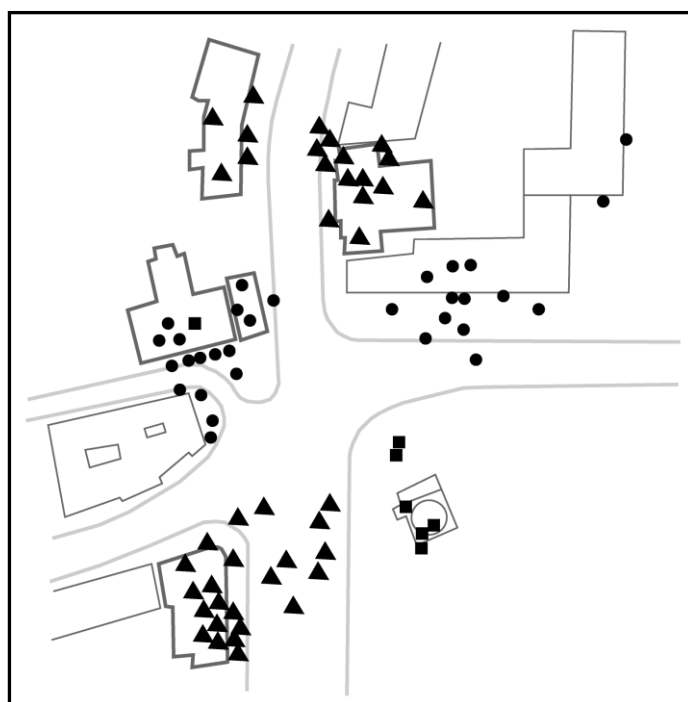
Figure n°1b : L'urbicide dans Sarajevo :
de la haine de « l'Autre » à la haine de l'urbanité



Quartier de la mosquée du Bey Gazi-Husref



Quartier de la Présidence de Bosnie-Herzégovine



Quartier du cinéma

Figure n°1b : L'urbicide dans Sarajevo :
de la haine de « l'Autre » à la haine de l'urbanité
Réalisation : © TRATNJEK, 2011.

Sarajevo après la guerre : la ville « bosniaquée » ou les réussites du nettoyage territorial

Aux lendemains du siège, Sarajevo a connu un profond processus d'homogénéisation, du fait du départ massif des populations non-bosniaques et de l'arrivée de déplacés bosniaques provenant de Republika Srpska. La ville a ainsi perdu son identité cosmopolite, mais aussi une partie de son potentiel intellectuel et économique (par exemple, on citera le départ des populations juives, en direction d'Israël, qui avaient un rôle très important dans la construction du cosmopolitisme comme *vivre-la-ville*). De plus, la ville se retrouve coupée d'une partie de sa zone d'influence, du fait du nouveau découpage territorial issu des Accords de Dayton signés en décembre 1995.

En effet, la Bosnie-Herzégovine est devenue un Etat fédéral, composé de deux entités (auxquelles s'ajoute le corridor de Brcko⁹) : la Fédération croato-bosniaque (avec pour capitale Sarajevo) et la Republika Srpska (avec pour capitale la petite ville de Pale, à l'Est de Sarajevo). Ces accords de paix ont entériné le découpage territorial issu de la géographie des combats : la ligne de front de novembre 1995 (au moment de la rédaction de ces accords) est devenue la Ligne-frontière inter-entité (IEBL). Certaines périphéries de l'agglomération sarajévienne se retrouvent intégrées dans la Republika Srpska, et les tensions intercommunautaires se traduisent par une exclusion de ces périphéries des dynamiques de la ville. La ligne-frontière inter-entité est devenue une véritable frontière vécue, y compris dans Sarajevo.

A l'échelle de la Bosnie-Herzégovine, Sarajevo est devenue une « *capitale incertaine* » (CATTARUZZA, 2001), à la fois dans son impossibilité à s'imposer comme capitale de l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine, mais aussi parce qu'elle n'est plus une centralité économique pour ce territoire (figure n°2). La chute démographique (qui n'est pas compensée par l'arrivée de néo-ruraux, souvent des déplacés de guerre provenant de Republika Srpska), l'isolement économique de la capitale vis-à-vis de la Republika Srpska et le principe de préférence communautaire qui prévaut sur le marché de l'emploi (et qui est devenu le symbole de la différenciation des peuples et de l'exclusion de « l'Autre ») sont autant de processus issus de la guerre et de la *géographie de la peur* qu'elle a ancrée dans les espaces urbains, et mettent à mal la reprise économique dans le contexte d'après-guerre. Cette situation provoque des tensions sociales très profondes qui pèsent sur la réconciliation des peuples, comme en témoigne la grave crise politique que connaît en 2011 la Bosnie-Herzégovine qui peine à se trouver un gouvernement.

Les conséquences de l'économie urbaine dans la guerre s'ancrent ainsi dans le très long terme, bien au-delà du temps des combats. Les destructions ne sont pas seulement des traces visibles de l'affrontement armé : elles sont aussi les marques d'un dysfonctionnement économique qui dérégule le système urbain. Les destructions de l'identité affectent l'économie urbaine, et inversement. Ce lien ne peut être ignoré dans le processus de (re)construction et de pacification de la ville.

⁹ A ce propos, voir : ROBIN-HUNTER, 2001.

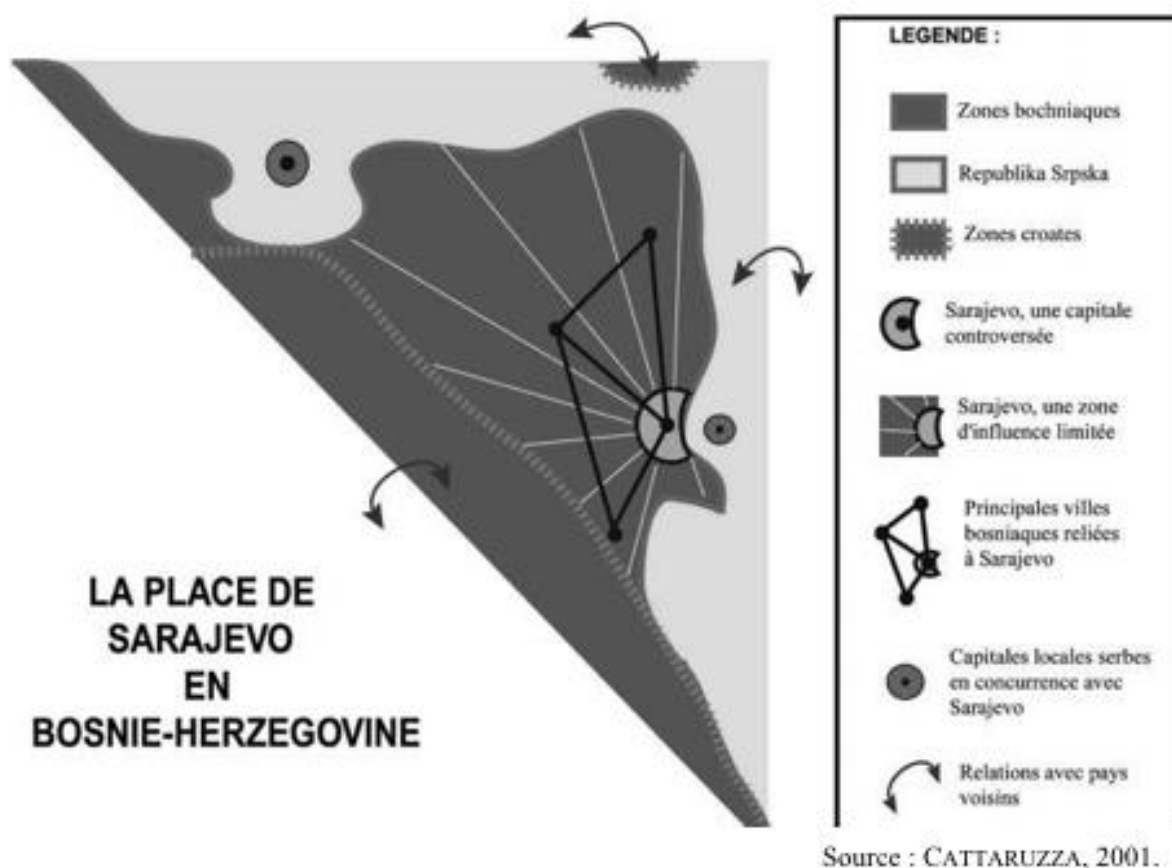


Figure n°2 : La place de Sarajevo en Bosnie-Herzégovine

Source : CATTARUZZA, 2001.

II/ L'économie urbaine *de* guerre et le financement de la guerre à l'intérieur de la ville : la territorialisation de la violence comme facteur d'émergence de quartiers-territoires

Le financement des affrontements armés

Un autre aspect de la confrontation de la guerre et de l'économie dans la ville est celui du financement des affrontements armés. Celui-ci peut être défini comme l'économie *de* guerre, dans la mesure où il participe des modalités de la guerre, par le financement des armes, de l'approvisionnement des belligérants (en nourriture, eau, médicaments...), ou encore du soutien de la population civile (par un apport financier de type « rente » contre un soutien politique ou armé aux belligérants). Cette économie urbaine *de* guerre a des conséquences spatiales, elle ancre les logiques de la guerre dans la ville, puisqu'il s'agit pour les belligérants d'asseoir leur contrôle territorial sur un quartier devenant un territoire économique approprié. Il existe un lien direct entre le financement de la guerre et la territorialisation de la ville par la violence, et ce à l'échelle du quartier (entendu non pas au sens administratif, mais comme espace de vie dans lequel se reconnaissent les habitants).

Dans cette perspective, l'appropriation d'un ou plusieurs quartiers par les belligérants tend à fragmenter la ville en de multiples territoires identitaires, politiques, sociaux et économiques.

Les objectifs économiques diffèrent selon les acteurs et leurs intentionnalités

C'est ainsi qu'il est nécessaire de comprendre que les différents belligérants et acteurs de la déstabilisation n'ont pas les mêmes modalités d'appropriation de l'espace urbain, dans la mesure où ils n'ont pas les mêmes intentionnalités (qui se traduisent en discours spatial, c'est-à-dire en manière de penser l'espace comme servant leurs intentions politiques et militaires/militarisées). Les miliciens s'appuient sur le contrôle territorial fort d'un quartier depuis lequel ils tentent d'étendre leur influence jusqu'à parvenir à l'appropriation de la ville dans sa totalité, tandis que les terroristes urbains n'ont pas pour objectif de prendre la ville, mais de renverser le pouvoir en place : ces derniers ne s'appuient pas sur un quartier-territoire, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils sont « a-territoriaux ». Si leurs cibles paraissent imprévisibles, elles ne sont pas pour autant moins pensées spatialement, pour leur symbolique ou pour leur place dans l'économie de guerre. Enfin, prenons un autre exemple, celui d'un type d'acteurs déstabilisateurs dans la ville : les réseaux criminels et les mafias, dont le chaos urbain permet d'asseoir leur contrôle sur un quartier devenant une « zone grise » échappant aux acteurs de la gouvernance urbaine.

Ces trois cas, parmi d'autres, permettent de comprendre que différentes économies *de* guerre s'installent dans la ville : pour les miliciens, le quartier-territoire constitue une ressource économique et humaine. L'allégeance des habitants (souvent contre la protection – choisie ou forcée – par la milice) est un moyen de financer les combats miliciens et de recruter de nouveaux miliciens. Le repli sur le quartier-territoire tend à produire un territoire économique soumis aux intentions de la milice. Les terroristes urbains (que l'on distingue, dans leurs intentionnalités et leurs discours, du terrorisme dit « global ») œuvrent depuis des micro-territoires qui sont des points appropriés dans la ville, et leur permettent de se rendre invisibles aux yeux de leurs adversaires.

L'impact des ces différents « acteurs en armes » (expression que l'on veut englobante de tous les acteurs qui œuvrent contre la pacification et la réconciliation) sur l'économie urbaine est donc différent de l'ancrage territorial des miliciens, tout comme le financement de leurs actions repose sur une autre modalité : de points en points appropriés, ils se constituent en réseau, qui ne s'arrête pas aux frontières de la ville. Leur économie de guerre repose donc sur la mise en réseau de leurs micro-territoires (depuis les centres d'entraînement dans des zones le plus souvent peu peuplées et peu accessibles, jusqu'aux lieux qu'ils s'approprient dans la ville comme points depuis lesquels ils lancent leurs actions destructrices). Enfin, les réseaux criminels et les mafias produisent, par leurs trafics, de la « richesse », et deviennent des financeurs de la guerre, directement ou indirectement. L'existence de *quartiers-territoires*¹⁰

¹⁰ « On utilise le quartier-territoire pour décrire la territorialisation par la violence des acteurs de la guerre, qui s'approprient un quartier, qu'ils bornent par des marqueurs spatiaux, et auxquels ils attribuent une identité excluante, en rejet de « l'Autre » (que cette différenciation se construise sur des critères identitaires – tels que la religion, l'ethnie, la langue –, politiques/idéologiques ou même sociaux). L'expression traduit à la fois l'appropriation et l'appartenance des quartiers par un groupe spécifique pour lequel « l'Autre » devient à la fois un « indésirable » (c'est-à-dire qu'il n'a pas le « droit » de vivre dans ce quartier où il est un « intrus », un « étranger ») et un « ennemi » (dans la mesure où sa présence est perçue comme « menaçante » pour la sécurité et pour l'identité du quartier). Cette territorialisation par la violence à l'échelle des territoires du quotidien produit des fragmentations urbaines dans la guerre (par la géographie de la violence) et dans l'immédiat après-guerre (par la géographie de la peur) : par la violence réelle, perçue et/ou crainte, la ville n'est plus structurée selon des ségrégations sociospatiales, mais se fragmente, se décompose en tant que territoire commun à l'ensemble des habitants, pour se morceler en de multiples territoires : le quartier fait ville, c'est-à-dire que la guerre s'ancre dans les pratiques spatiales (les habitants évitant de traverser le quartier de « l'Autre », préférant des trajectoires contournant ce territoire du danger, que cette dangerosité soit perçue ou réelle) et dans l'habiter (la géographie de la peur produit des mobilités résidentielles qui renforce le processus d'homogénéisation par le choix de l'entre-soi communautaire à l'échelle du quartier). Cette fragmentation de la ville par la guerre (que ce soit pendant le temps des combats ou dans celui de l'immédiat après-guerre où le

(produits par la territorialisation de la violence milicienne) et de *zones grises* (produites par la « chaotisation » de la ville (re)construite et maintenue par les réseaux criminels) permet l'implosion de l'économie urbaine par la multiplication de territoires économiques autonomes (ou tendant à s'autonomiser) au sein de la ville, tout autant qu'elle remet en cause le processus de pacification dans le contexte de l'immédiat après-guerre.

La production d'une économie par la guerre : les murs dans la ville

Autre aspect de l'économie *de* guerre dans la ville : la production d'une économie par la guerre, qu'illustre parfaitement le cas de la construction des murs dits de « séparation », mais aussi toutes les formes de dispositifs sécuritaires qui émergent dans la ville. La matérialisation des frontières urbaines – qui repose sur l'éclatement de la ville en de multiples *quartiers-territoires* et *zones grises* et sur la volonté de sécuriser ces périmètres appropriés – permet de comprendre qu'il ne faut pas seulement analyser les villes en guerre par le prisme de la destruction, mais aussi dans la perspective des constructions de guerre, qui produisent une économie *de* guerre particulière.

Si « l'économie du mur » a avant tout été analysée dans le cas de la matérialisation de frontières interétatiques (Etats-Unis/Mexique, Inde, Arabie Saoudite, Ceuta et Melilla...) ou intercommunautaires à l'intérieur d'un Etat fragmenté (Israël/Palestine), ce dispositif sécuritaire – en plus des défis qu'il pose dans le processus de (ré)conciliation des populations – permet de montrer combien l'économie urbaine *de* guerre est un outil d'analyse des interrelations entre les acteurs *en* guerre.

Le financement de la guerre dans la ville peut être direct (moyens financiers, matériels ou humains attribués aux acteurs en armes) ou indirect (le « don » de matériaux pour la construction des barricades, des murs ou autres formes permettant d'enclaver le *quartier-territoire* ou la *zone grise* devient dès lors un moyen pour les acteurs en armes de « libérer » une partie de leur budget et de le consacrer exclusivement à leurs actions belligérantes). L'exemple de la construction des murs dans les villes en guerre – qui voit l'interaction entre des financeurs internes et extérieurs à la ville – montre ainsi la pertinence de ne pas penser l'effort de guerre comme restreint au financement des combats. Cet entremêlement d'acteurs économiques, à plusieurs échelles, construit dès lors des « allégeances » qui perturbent profondément tout le processus de pacification des territoires et de (ré)conciliation des populations dans le long terme. Parmi les facteurs d'une (im)possible « gestion de la post-crise », l'économie *de* guerre reste un enjeu aggravant les tensions pendant et après la guerre.

III/ L'économie urbaine *en* guerre

L'après-guerre et la mémoire

C'est justement l'immédiat après-guerre qui permet de comprendre que, par-delà le temps des combats, l'économie urbaine peut être et restée *en* guerre, c'est-à-dire qu'elle reste non seulement construite par les logiques de la guerre (territorialisation par la violence, fragmentations urbaines...), mais aussi qu'une partie de l'économie urbaine reste investie dans la poursuite de la guerre par d'autres moyens, notamment par la symbolique des lieux.

vécu des combats continue de produire des spatialités spécifiques à la guerre, tant la peur s'est ancrée dans l'imaginaire des habitants) tend à détruire la ville, pour ne laisser place qu'à des quartiers-villes. Selon les cas de villes en guerre, ce processus n'est pas toujours totalement abouti : on utilise donc l'expression de quartiers-territoires pour décrire ces territoires produits par le processus de fragmentations urbaines par la guerre en tant que réalité (combats) et imaginaire (peur) » (TRATNJEK, 2011b).

La question des lieux de mémoire, souvent considérés comme des hauts-lieux de la (ré)conciliation des populations, « plaquant » ainsi le modèle de la nation française qui se soude autour de ces monuments aux morts dans la commémoration (TRATNJEK, 2009b), tous les projets de (re)construction du bâti n'œuvrent pas dans la perspective de la pacification : la symbolique des lieux dépend à la fois de l'intentionnalité des acteurs qui les décident (certains lieux de mémoire étant, par exemple, construits dans la perspective de marquer la ville par une mémoire excluante et de dessiner une géographie du rejet de « l'Autre » visible dans la ville : TRATNJEK, 2011b), mais aussi de la (non-)appropriation de cette symbolique par les habitants « ordinaires ». Par exemple, si les ponts de Mitrovica au Kosovo et de Mostar en Bosnie-Herzégovine ont bien été reconstruits – le premier dans le grandiose, le second « à l'identique » – afin de matérialiser dans ces villes le processus de réconciliation, l'échec n'est pas dans le bâti, mais bien dans la non-appropriation de ces hauts-lieux de la pacification par des habitants qui ne cessent de les contourner ou de les percevoir comme des *ponts-infrastructures*, c'est-à-dire à ne pas se les représenter comme des *ponts-liens* entre les communautés (TRATNJEK, 2009a).

Dans ce jeu de (re)construction d'une mémoire (parfois imposée) dans la ville, l'économie urbaine devient une modalité d'action et de levier pour ancrer dans la ville un *marquage-présence* du rejet de « l'Autre ». En effet, « *le marquage fonctionne comme violence symbolique lorsqu'il inscrit dans la durée l'affirmation de formes d'appropriation de l'espace dont le caractère socialement arbitraire finit par ne plus être perçu, en évitant donc le recours permanent à la force pour imposer un pouvoir sur un espace donné* » (VESCHAMBRE, 2004, p. 74). Dans cette perspective, on entend le *marquage-présence* comme une violence paysagère permettant d'inscrire, par la symbolique des lieux (MONNET, 1998), une identité imposée dans la conscience collective et dans les pratiques spatiales et produisant des territoires identitaires.

L'espace identitaire n'est pas seulement « borné », délimitant ainsi différents quartiers fonctionnels : la différenciation et le rejet de « l'Autre » se territorialisent et s'ancrent dans les territoires du quotidien. Ils inscrivent durablement la guerre dans la ville. Les lieux d'une mémoire excluante ne sont qu'un exemple parmi les nombreuses utilisations du « génie des lieux » (PITTE, 2011), détourné pour produire une géographie de la peur, par-delà le temps des combats. Dans le processus de reconstruction, l'économie urbaine reste donc *en* guerre dans la mesure où elle est mobilisée pour poursuivre la guerre par la violence symbolique. Si la médiatisation des transformations des lieux « ordinaires » en hauts-lieux d'une identité excluante est très faible – voire inexistante –, l'intérêt d'une analyse à cette échelle reste évident, tant ce sont les territoires du quotidiens qui sont ainsi bouleversés, « entraînant » les habitants « ordinaires » dans cette géographie du *vivre séparé* comme « norme » urbaine.

La reconstruction (Beyrouth, Sarajevo) : l'économie de guerre par-delà le temps des combats

La question de la reconstruction se pose, également, à l'échelle de la ville : celle-ci sert de refuge aux déplacés et aux réfugiés de guerre, que ce soit pendant le temps des combats ou plus encore dans l'immédiat après-guerre (TRATNJEK, 2011a). L'approche par l'économie urbaine permet de comprendre comment se dessine une géographie de l'« injustice spatiale » qui (re)produit des conflictualités au-delà du temps des combats.

Beyrouth est un exemple connu pour ces processus : à la « ligne verte » – ligne de fracture identitaire qui s'est matérialisée pendant la guerre de 1975 à 1990 et qui sépare l'Est majoritairement chrétien et l'Ouest majoritairement musulman –, s'est ajoutée une fragmentation sociale entre le Nord du Grand Beyrouth (entendu comme l'agglomération beyrouthine, incluant les périphéries urbaines) dont le centre a bénéficié d'une reconstruction privée (VERDEIL, 2001 et 2002) et le Sud (constitué des banlieues sud) qui vit cette inégale

reconstruction comme un processus d'injustice spatiale : elle signifie la ghettoïsation de la banlieue sud et marque l'inégale répartition des ressources financières attribuées à la reconstruction dans l'agglomération.

Mona Harb analyse ainsi le Hezbollah comme un « urbaniste » qui se positionne, par ses aides à la reconstruction dans la banlieue sud, comme un acteur politique luttant pour une équité territoriale (HARB, 2010). La radicalisation politique d'une partie des habitants de cette banlieue sud est directement liée à ce sentiment d'inégalité face à l'effacement des traces de la guerre dans la ville.

Dans le cas de Sarajevo, c'est également l'inégale répartition de la reconstruction qui se joue dans l'immédiat après-guerre, entre un centre-ville devenu un *espace-scène* (où s'attardent les médias pour souligner l'effacement de la guerre dans le paysage urbain) et des périphéries ouest (la banlieue qui correspond à l'extension de la ville sous la période titiste) où les impacts de tirs et d'obus sont toujours visibles en 2011 et ancrent la peur de « l'Autre » dans la vie quotidienne. Autre exemple, le cas irakien montre que la lenteur du processus de reconstruction favorise un soutien d'une partie de la population aux mouvements insurrectionnels depuis fin 2003 (ROBERTSON, GLANZ, 2009).

L'économie urbaine, telle qu'elle est mobilisée dans la reconstruction, peut donc devenir un outil politique pour les acteurs de la déstabilisation. La reconstruction en tant que modalité de « sortie de crise » ne peut suffire à elle seule, tant elle peut perpétuer des conflictualités. De nouveau, l'analyse des liens ville/guerre/économie montre la pertinence et l'opérabilité d'une pensée multiscalaire des enjeux du quotidien des habitants.

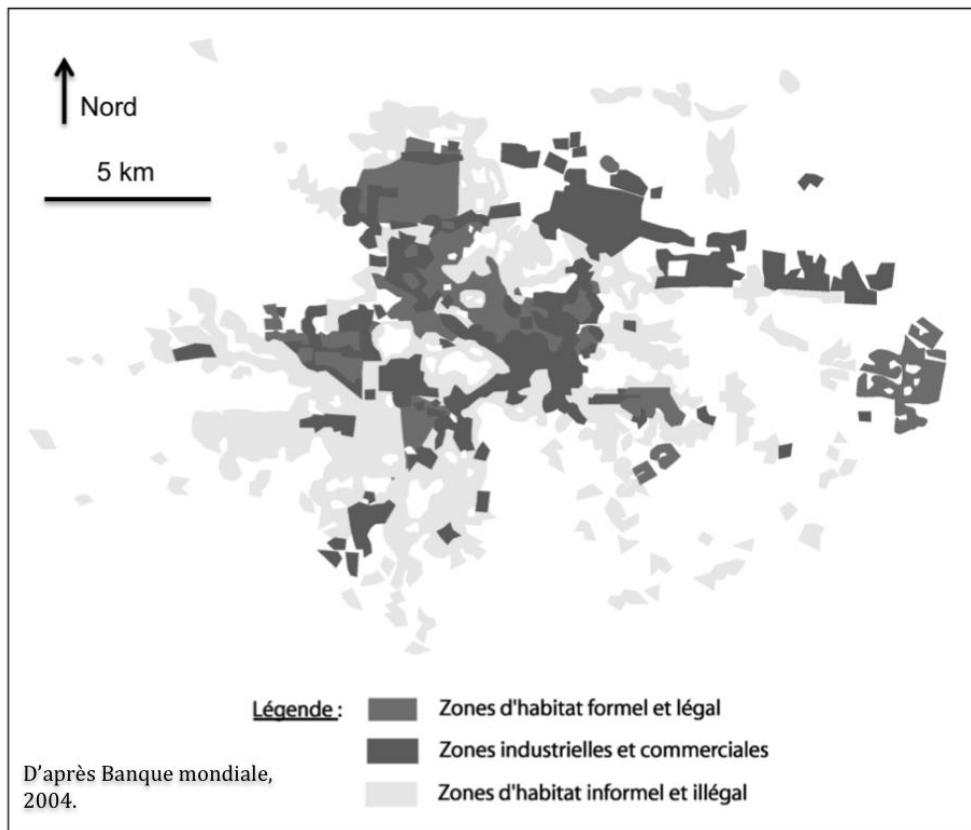
L'exemple de Kaboul : paupérisation et bidonvillisation

Prenons l'exemple de Kaboul, à la fois ville-cible des actions terroristes et ville-refuge dans les affrontements opposant la coalition militaire déployée depuis 2001 et les mouvements insurrectionnels locaux. La ville-capitale constitue un espace de l'urgence humanitaire, tout comme l'ensemble des espaces urbains afghans (BOYER, 2010). Kaboul est ainsi devenue un « sanctuaire » pour les populations fuyant les zones de combat (plus intenses que dans la ville-capitale où « seuls » quelques attentats sont à dénombrer ces dernières années, en faisant un des espaces de vie les plus sûrs de l'Afghanistan). Ces déplacés de guerre sont « invisibles » (VIVET, 2008 et 2012) dans la mesure où ils s'installent dans la ville, par leurs propres ressources (financières et réseaux de solidarité – familiaux et/ou communautaires) et sans être comptabilisés par les instances et organisations dépêchées dans la ville pour l'aide humanitaire.

Cette population déplacée « invisible » se fond dans la ville, et sa présence provoque une surdensification des friches urbaines, des zones insalubres ou des quartiers les plus pauvres. Les périphéries de Kaboul se sont ainsi étendues sous forme d'un habitat informel (figure n°3), sans aucune planification urbaine. La conséquence de cette installation est double : elle provoque à la fois la bidonvillisation et la ruralisation de ces espaces de vie. Ces espaces sont doublement vulnérables : d'une part d'un point de vue social et sanitaire, d'autre part en devenant des foyers d'implantation d'acteurs de la déstabilisation et des espaces de radicalisation politique (TRATNJEK, 2011a). Le défi de la reconstruction est lié à l'instauration d'une « justice spatiale », c'est-à-dire à un processus qui s'étend à l'ensemble de la ville. Pourtant, dans tous les exemples contemporains de villes en guerre, force est de constater que la reconstruction est polarisée dans le centre-ville, espace fortement médiatisé, tandis que les périphéries urbaines sont délaissées.

Figure n°3 : Paupérisation et taudification à Kaboul : la ville en guerre comme espace de l'urgence humanitaire

Figure n°3a : Constructions légales et habitat informel à Kaboul en 2004 : l'expansion des zones d'habitat informel traduit la paupérisation et la taudification des « poches » et des marges urbaines



Les périphéries de Kaboul ne sont pas seulement marquées par l'émergence d'un urbanisme déficient et peu durable (figure n°3a) et par les destructions (figure n°3b), mais aussi par l'installation des déplacés/réfugiés dans ces ruines (figure n°3c). A court terme, se posent de graves problèmes sanitaires (insalubrité, pas d'eau courante, pas d'électricité). A long terme, cette taudification a un coût économique, mais aussi politique et social qui pèse sur les processus de reconstruction et de (ré)conciliation.



Figure n°3b : L'avenue Jodi Mayuan à Kaboul, totalement détruite lors de la guerre civile qui sévit entre 1992 et 1996

Source : Eric Bouvet, novembre 2001.



Figure n°3c : De retour des camps du Pakistan, 600 familles déshéritées ont trouvé refuge dans d'anciens bâtiments de Kaboul construits par les Soviétiques (*Source : Benjamin Lowy, avril 2007*)

**Figure n°3 : Paupérisation et taudification à Kaboul :
la ville en guerre comme espace de l'urgence humanitaire**
Réalisation : © TRATNJEK, 2011.

Les « camps humanitaires » : le cas d'Abéché

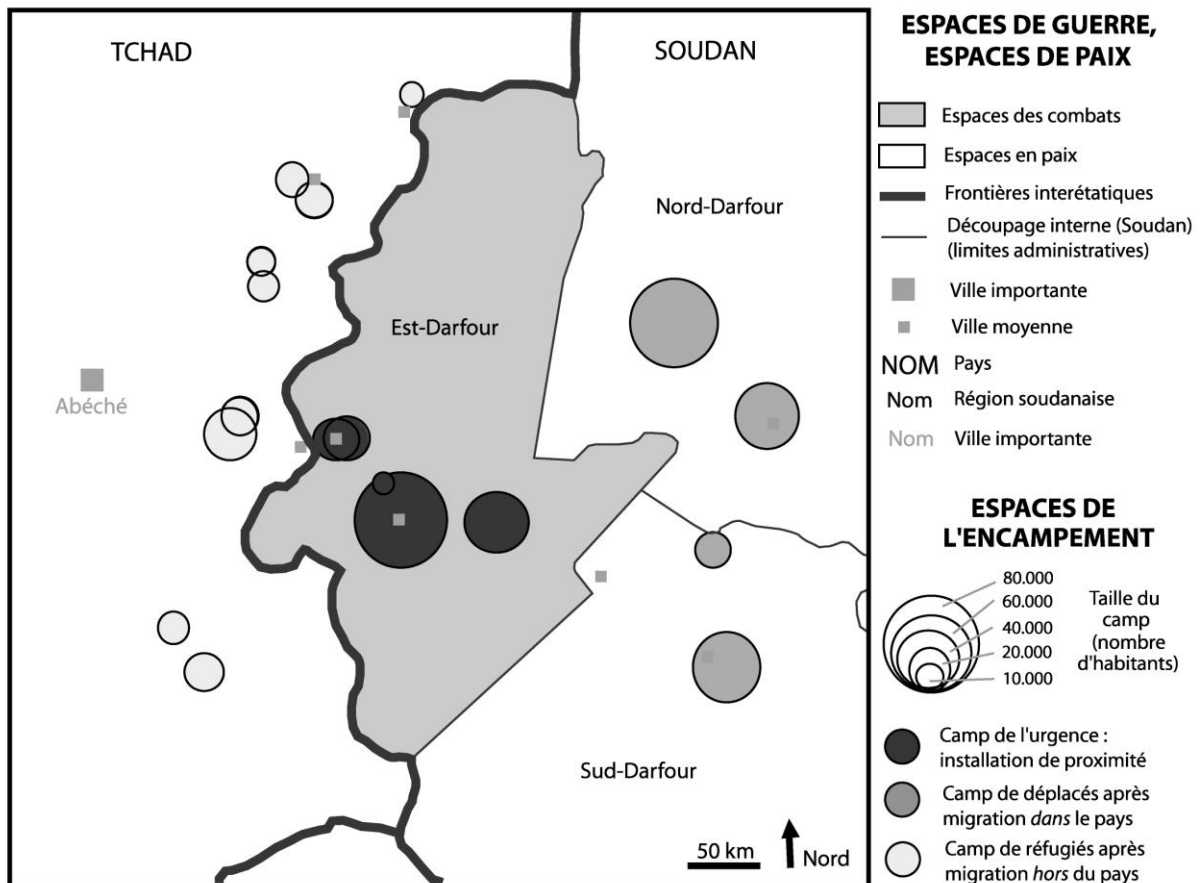
Autre problématique concernant le processus de reconstruction et la place de l'économie dans le temps de l'immédiat après-guerre : la question de l'arrivée de déplacés/réfugiés de guerre dans la ville est le plus souvent analysée au prisme de l'installation dans les camps dits « humanitaires » et la construction de groupes de populations perçus comme des « indésirables » (AGIER, 2008). Ceux-ci sont souvent pris en charge par des acteurs locaux (associations ou ONG) ou internationaux (ONG ou UNHCR). Cette population déplacée/réflugiée « visible » déstabilise le fonctionnement de la ville d'accueil du camp, ou de la ville se trouvant à proximité d'un ou plusieurs camp(s).

C'est le cas d'Abéché au Tchad, qui n'accueillant pas de camp, s'est néanmoins retrouvée au cœur du conflit du Darfour voisin par la présence massive de cette population (figure n°4), qui est volontiers perçue comme un « parasite » de l'action humanitaire par les habitants. En effet, la présence des camps a fait d'Abéché une ville-vitrines de l'action humanitaire, une ville où il faut « se montrer » : de très nombreux acteurs de la « communauté internationale », ainsi que de nombreuses personnalités internationales du cinéma ou dans la chanson, sont ainsi venus séjourner à Abéché, souvent surnommée « la cité des humanitaires ». L'offre en termes d'infrastructures s'est donc adaptée à cette demande en « tourisme » de luxe, alors même que la ville souffre d'un manque structurel de logements pour ces habitants. Cette présence d'acteurs et de média internationaux s'est ainsi reportée sur le prix du marché (ABSAKINE YERIMA, 2009) : les loyers (+ 567 % de novembre 2002 à novembre 2009) et les prix des denrées alimentaires + 67 % pour le riz, + 114 % pour le mil, + 233 % pour la viande) ont ainsi flambé.

Si des emplois ont été créés du fait de cette présence, des habitants ont dû quitter la ville pour s'installer dans des camps spontanés, entraînant des tensions entre bénéficiaires de l'aide humanitaire (les réfugiés en provenance du Darfour) et ceux qui en sont exclus (les habitants de l'Est du Tchad), et réactivant des conflictualités locales : « *c'est dans la région du Ouaddaï que se manifeste, à partir d'octobre 2006, la « darfourisation » de l'est tchadien. Des violences interethniques à grande échelle opposent désormais des « tribus arabes » et « non arabes ». Des milices d'autodéfense regroupant des membres d'ethnies « africaines » (Massalit, Dadjo...) se sont formées pour lutter contre les attaques des groupes « arabes », lesquels comprennent en fait des Soudanais et des Tchadiens, arabes mais aussi « ouaddaïens » (Tama, Mimi, Maba) » (FAVRE, 2007).*

Les exemples montrant ce processus de déplacement des conflictualités avec les flux de déplacés/réfugiés de guerre pourraient être nombreux : celui d'Abéché démontre la pertinence de penser l'aide humanitaire et la reconstruction comme des systèmes complexes, et non seulement comme des temps indépendants de tout autre contexte. La reconstruction est, elle aussi, porteuse de conflictualités, qui s'ancre dans les villes, y compris celles qui ont pu être épargnées par la guerre. Ces différents exemples montrent que la gestion de l'économie urbaine dans le contexte de l'immédiat après-guerre est un facteur de vulnérabilité pour certaines populations, facteur dont se jouent les acteurs de la déstabilisation pour s'implanter dans la ville, s'approprier des quartiers, voire poursuivre la guerre.

Figure n°4 : Les camps pour les populations en provenance du Darfour dans la région d'Abéché (Tchad) : l'encampement, guerre hors de la ville, guerre en ville ?



L'encampement des déplacés/réfugiés du Darfour ne permet pas seulement d'opérer à la distinction « classique » entre déplacés (à l'intérieur des frontières) et réfugiés (ayant traversé au moins une frontière). Tout d'abord, on peut distinguer trois types de camps :

- les camps de l'urgence sont ceux qui se situent à proximité immédiate des espaces de combat : le déplacement est alors très restreint, et le camp constitue un territoire-refuge au cœur même des espaces de combat ;
- les camps de la migration : ils sont produits par un déplacement *de* guerre conséquent qui fait que le migrant forcé/contraint quitte sa région d'origine :
 - à l'intérieur du pays d'origine, sont ainsi produits des camps de déplacés après migration ;
 - hors du pays d'origine, ce sont des camps de réfugiés après migration et passage d'au moins une frontière ;

Ces deux types de camps se distinguent des camps de l'urgence par leur éloignement vis-à-vis des espaces de combats, qui a de lourdes conséquences sur le retour des déplacés/réfugiés après la guerre et la perception de ceux-ci par ceux qui sont restés dans les espaces de combat ou à proximité. De plus, ces camps sont construits dans un temps plus longs, et sont souvent plus structurés, accueillant parfois des déplacés/réfugiés en provenance de plusieurs espaces de combats bien distincts, ce qui produit de nouvelles conflictualités à l'intérieur même du camp.

La distinction déplacés/réfugiés, si elle est une catégorie juridique opératoire, n'est donc pas suffisante pour penser et comprendre les spatialités du camp et à l'intérieur du camp.

Autre typologie que fait apparaître la carte : les camps, s'ils sont des espaces ex-nihilo, peuvent être installés à proximité d'une ville (le plus souvent des villes moyennes) dont ils affectent profondément le fonctionnement, ou au contraire dans des espaces reculés (figure n°4). La très forte proximité aux espaces de vie des habitants « ordinaires » produit chez ces derniers des représentations des habitants *encampés* comme « parasites » de l'aide humanitaire, au détriment de la ville pourtant affectée par ces arrivées massives.

Figure n°4 : Les camps pour les populations en provenance du Darfour dans la région d'Abéché (Tchad) : l'encampement, guerre hors de la ville, guerre en ville ?

Réalisation : © TRATNJEK, 2011.

Conclusion

Si la question du bilan économique de la guerre dans la ville (notamment en termes de destructions d'infrastructures et d'industries) est bien connue, les enjeux de l'inscription spatiale de la conflictualité dans les territoires du quotidien restent bien plus complexes. Souvent oubliés dans les analyses, les rapports intimes entre la ville, la guerre et l'économie dessinent une géographie de la peur, par le biais de l'utilisation de la symbolique des lieux et du sentiment d'« injustice spatiale ».

Les relations entre la guerre comme activité, l'économie comme ressource et la ville comme espace de combats, espace de mise en scène de discours politique et espace de vie doivent donc être appréhendées par-delà la seule question du bilan économique et du poids de la reconstruction du bâti, tout particulièrement dans leur dimension spatiale¹¹. La dimension spatiale n'est pas l'aspect le plus traité de la guerre urbaine, bien que les travaux appelant à se pencher sur cette approche soient très précoces (ASHWORTH, 1991), pour montrer la ville non seulement comme un *espace-support* de la guerre (comme en témoigne l'expression *théâtre d'opérations*), mais aussi comme un *espace-enjeu*, un *espace-symbole* et un *espace-cible*. Pouvoir la confronter aux approches économique, juridique, historique et politique proposées dans le colloque *Guerre et économie* témoigne d'une nécessaire interdisciplinarité pour penser les interactions ville/guerre/économie.

S'arrêter à la symbolique que donnent les acteurs extérieurs à chaque lieu (comme, par exemple, les ponts qui sont immédiatement conçus comme des lieux de passages, et de ce fait des hauts-lieux de la paix dans les villes, mais sont pourtant souvent détournés de la symbolique que leur accorde des acteurs extérieurs aux enjeux du quotidien : TRATNJEK, 2009a) est une erreur stratégique, tant elle ne permet pas de comprendre les enjeux réels de la pacification des territoires (TRATNJEK, 2011b). De même, s'arrêter aux dépenses effectuées dans le temps de l'immédiat après-guerre pour le processus de reconstruction reste simplificateur au vu des enjeux conflictuels qui se jouent dans cette période. C'est pourquoi, les liens ville/guerre/économie sont opératoires pour comprendre l'inscription spatiale et sociale de la guerre dans la ville (y compris dans son invisibilité, c'est-à-dire par-delà les dégâts matériels), l'impact d'acteurs sur certains quartiers, et constitue un outil précieux pour penser la pacification des territoires dans les contextes de « bourbiers ».

Bibliographie sélective

ABSAKINE YERIMA, Mahamat Mustapha, 2009, « L'impact socio-économique de la présence de la communauté internationale dans la ville d'Abéché », *Humanitaires en mouvement*, n°4, pp. 5-7.

¹¹ La dimension spatiale n'est pas l'aspect le plus traité de la guerre urbaine, bien que les travaux appelant à se pencher sur cette approche soient très précoces (ASHWORTH, 1991), pour montrer la ville non seulement comme un *espace-support* de la guerre (comme en témoigne l'expression *théâtre d'opérations*), mais aussi comme un *espace-enjeu*, un *espace-symbole* et un *espace-cible*.

AGIER, Michel, 2008, *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris : Flammarion.

ASHWORTH, G.J., 1991, *War and the City*, Londres : Routledge.

BEYHUM, Nabil (dir.), 1991, *Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible*, Lyon : Maison de l'Orient.

BEYHUM, Nabil, Assem SALAM et Jad TABET (dir.), 1997, *Beyrouth : construire l'avenir, reconstruire le passé ?*, Beyrouth : Urban Research Institute.

BOGDANOVIC, Bogdan, 1993, « L'urbicide ritualisé », dans NAHOUM-GRAPPE, Véronique (dir.), 1993, *Vukovar, Sarajevo... La guerre en ex-Yougoslavie*, Paris : Editions Esprit, pp. 33-38.

BOYER, Béatrice, 2010, *Villes afghanes, Défis urbains. Les enjeux d'une reconstruction post-conflit*, Paris : Karthala/Groupe URD.

BRET, Bernard, Philippe GERVAIS-LAMBONY, Claire HANCOCK et Frédéric LANDY (dir.), 2010, *Justice et injustices spatiales*, Nanterre : Presses de l'Université de Paris-Ouest.

CATTARUZZA, Amaël, 2001, « Sarajevo, capitale incertaine », *Balkanologie*, vol. 5, n°1-2, pp. 67-78.

CHASLIN, François, 1997, *Une haine monumentale de la ville. Essai sur la destruction des villes en ex-Yougoslavie*, Paris : Descartes & Cie.

DUFOUR, Jean-Louis, 2002, *La guerre, la ville et le soldat*, Paris : Odile Jacob.

FAVRE, Johanne, 2007, « Réfugiés et déplacés dans l'Est du Tchad. De l'intervention humanitaire à la sécurisation militaire », *EchoGéo*, Sur le vif. En ligne : <http://echogeo.revues.org/2061>

FREGONESE, Sara, 2009, « The urbicide of Beirut? Geopolitics and the built environment in the Lebanese civil war (1975-1976) », *Political Geography*, vol. 28, n°5, pp. 309-318.

GRAHAM, Stephen (dir.), 2004, *Cities, War and Terrorism. Towards an Urban Geopolitics*, Oxford : Blackwell Publishing.

HARB, Mona, 2010, *Le Hezbollah à Beyrouth (1985-2005). De la banlieue à la ville*, Paris : IFPO/Karthala.

MAHMUTCEHAJIC, Rusmir, 2008, *Le Meurtre de la Bosnie*, Paris : Non Lieu [traduction de *Kriva politika : čitanje historije i povjerenje u Bosni*, Zagreb : Durieux, 1998].

MONNET, Jérôme, 1998, « La symbolique des lieux : pour une géographie des relations entre espace, pouvoir et identité », *Cybergéo*, article 56. En ligne : <http://cybergegeo.revues.org/5316>

PITTE, Jean-Robert, 2011, *Le génie des lieux*, Paris : CNRS Editions.

TRATNJEK, Bénédicte, 2013, « La guerre, la ville et l'économie », dans KEMPF, Olivier (dir.), 2013, *Guerre et économie : de l'économie de guerre à la guerre économique*, L'Harmattan, collection Défense, Paris, pp. 93-121.

RAMADAN, Adam, 2009, « Destroying Nahr el-Bared: Sovereignty and uricide in the space of exception », *Political Geography*, vol. 28, n°3, pp. 153-163.

REGNIER, Paul-David, 2008, *Dictionnaire de géographie militaire*, Paris : CNRS Editions.

ROBERTSON, Campbell et James GLANZ, 2009, « Falling Revenues Threaten Rebuilding in Iraq », *The New York Times*, 25 février 2009. En ligne : <http://www.nytimes.com/2009/02/26/world/middleeast/26reconstruct.html?ref=worldspecial&pagewanted=all>

ROBIN-Hunter, 2001, « Brcko, un microcosme de la Bosnie ? », *Balkanologie*, vol. 5, n°1-2, pp. 93-106.

TRATNJEK, Bénédicte, 2009a, « Des ponts entre les hommes : les paradoxes de géosymboles dans les villes en guerre », *Cafés géographiques*, Vox geographi. En ligne : http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1768

TRATNJEK, Bénédicte, 2009b, « Questionnements géographiques sur les monuments aux morts », *Cafés géographiques*, Vox geographi. En ligne : http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1741

TRATNJEK, Bénédicte, 2009c, « L'Afghanistan et nous (2001-2009) », *Cafés géographiques*, Des expos. En ligne : http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1759

TRATNJEK, Bénédicte, 2010, « Les paysages urbains en guerre : géosymboles, territorialités et représentations », dans Ortega CANTERO, Nicolás, Jacobo GARCIA ÁLVAREZ et Manuel MOLA RUIZ-GOMEZ (dir.), *Lenguajes y visiones del paisaje y del territorio*, Madrid : Ediciones de la Universidad Autónoma de Madrid, pp. 187-197. En ligne : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00515218/en/>

TRATNJEK, Bénédicte, 2011a, « Vivre dans une ville en guerre : les territoires du quotidien entre espaces des combats et espaces de l'enfermement », dans TRATNJEK, Bénédicte (coord.), 2011, « Les civils dans les conflits armés », *Les Champs de Mars*, n°21, Paris : La Documentation française, pp. 75-100.

TRATNJEK, Bénédicte, 2011b, « Les lieux de mémoire dans la ville en guerre : un enjeu de la pacification des territoires », *Diploweb*. En ligne : <http://www.diploweb.com/Geographie-des-conflits-Les-lieux.html>

VERDEIL, Eric, 2001, « Reconstructions manquées à Beyrouth : la poursuite de la guerre par le projet urbain », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°91, pp. 68-73.

VERDEIL, Eric, 2002, *Une ville et ses urbanistes : Beyrouth en reconstruction*, thèse de doctorat en géographie, Université Panthéon-Sorbonne (Paris I), 2 tomes, 656 p.

VESCHAMBRE, Vincent, 2004, « Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion », *ESO Travaux et documents*, n°21, pp. 73-77.

TRATNJEK, Bénédicte, 2013, « La guerre, la ville et l'économie », dans KEMPF, Olivier (dir.), 2013, *Guerre et économie : de l'économie de guerre à la guerre économique*, L'Harmattan, collection Défense, Paris, pp. 93-121.

VIVET, Jeanne, 2008, « Entre déracinement et réenracinement : Quelle identité des deslocados à Maputo et Luanda ? », Actes du colloque *Identités en ville, identités de la ville*. En ligne : [http://www.gdri-africancities.org/uploads/docs/Jeanne%20Vivet%20\(jan%2008\).doc](http://www.gdri-africancities.org/uploads/docs/Jeanne%20Vivet%20(jan%2008).doc)

VIVET, Jeanne, 2012, *Déplacés de guerre dans la ville. La citadinisation des deslocados à Maputo (Mozambique)*, Paris : Karthala.

WAREHOUSE, 1994, *Urbicide Sarajevo*, Sarajevo : Association of Architects Das-Sabir.